

> **Prise de vue**

La chronique de Jean-Jaques Roth

## Trop de spectacles!

C'est le non-dit le plus bruyant dans le monde culturel: il y a trop de spectacles en Suisse romande. Tous les responsables, à la tête des administrations publiques comme à celle des théâtres, en font le constat depuis des années. Le récent déferlement de productions qui avaient été bloquées par la pandémie n'a fait que grossir la vague, alors même que la fréquentation du public a chuté. L'effet de ciseaux donne aujourd'hui des sueurs froides dans le milieu.

L'étude publiée cette semaine sur le sujet, commandée par les responsables des affaires culturelles des cantons romands et par la Corodis, l'organisme romand chargé de la diffusion des spectacles, arrive donc à point nommé. Très documentée, elle détaille le diagnostic et propose des traitements (LT du 21.6.2022). Le diagnostic, paradoxalement, est moins le signe d'une maladie que celui d'une trop bonne santé: le nombre de personnes actives dans la culture n'a cessé d'augmenter ces vingt dernières années, comme celui des subventions et celui des scènes. Ces phénomènes sont en particulier liés à l'attractivité des professions culturelles, désormais reconnues socialement et adossées à des filières de formation plus nombreuses et de meilleure qualité.

La surchauffe procède donc d'une économie de l'offre qui n'est pas régulée par la demande. La plupart des spectacles sont en effet financés pour l'essentiel par les subventions publiques ou privées. Les recettes de billetterie étant souvent marginales, la production de spectacles croît sans rapport direct avec la fréquentation. Et comme les créateurs de spectacles sont subventionnés pour leurs projets, et non pour le temps qu'ils y consacrent ou en fonction des tournées qu'ils sont susceptibles de mettre sur pied, le système les encourage à produire le plus possible. Résultat: les salles romandes sont inondées par des propositions (un programmateur raconte qu'il reçoit 30 à 40 sollicitations de compagnies par jour!) Etant elles-mêmes en forte concurrence, elles ont tendance à multiplier les productions de courte durée. Résultat: trop de spectacles montés trop rapidement, par des créateurs précarisés, devant des publics aléatoires, et débouchant sur une forme de désenchantement général.

Quelques entités tâchent de calmer ce manège pris de folie. Le Théâtre de Carouge et le Kléber-Méleau, à Renens, s'associent dans une programmation de plus longue durée, échangeant plusieurs de leurs productions. Celles-ci sont ainsi mieux amorties, et ont plus de chances de trouver leur public. Pro Helvetia, l'organisme national chargé du rayonnement de la culture suisse, réfléchit à mieux financer le travail de préparation des créateurs. Mais beaucoup reste à faire pour à la fois augmenter les exigences et répondre à la précarité des acteurs culturels générée par cette surchauffe. Il ne faut pas se cacher les choses: cela ne pourra pas se faire sans une sélection plus sévère. ■

Scènes

# Le prix du billet d'entrée, un sujet qui divise les théâtres romands

Le Théâtre de Vidy introduira dès la rentrée un tarif recommandé, le Grütli à Genève propose depuis 2020 des spectacles à prix libre. Serait-ce la formule magique pour conquérir un public plus volatil depuis la crise sanitaire? Tous les professionnels ne le pensent pas

Alexandre Demidoff  
@alexandredmoff

«**P**ay what you can!» La formule claque. A la tête du Théâtre de Vidy, Vincent Baudriller lance une grande opération séduction qui est une petite révolution aussi. A la rentrée, le visiteur du soir se verra proposer un tarif recommandé, en fonction de la production. Pour un spectacle du Français Philippe Quesne par exemple, il lui sera suggéré de payer 25 francs. Mais s'il est à l'étroit, il pourra s'acquitter, au choix, d'une somme de 20 ou 15 francs. Les moins de 26 ans, eux, auront droit au frisson vespéral pour 10 francs.

Une incitation à l'aventure esthétique. Vidy s'apprête à ouvrir une nouvelle page dans son histoire. Dès janvier, il retrouvera l'intégralité de ses moyens, avec un bâtiment principal reconstruit, embelli et enrichi d'une salle de répétition. «Cette réouverture est l'occasion de réinventer nos pratiques, explique Vincent Baudriller. Ce n'est plus le théâtre qui impose son prix, mais le spectateur qui choisit en fonction de ses moyens et de son rapport à l'œuvre. Il peut, s'il le souhaite, payer plus que le prix recommandé, soit 30 ou 40 francs, dans un geste de solidarité.»

L'enjeu: supprimer la barrière économique et élargir le cercle des passionnés, dans un contexte d'après crise sanitaire qui a vu la fréquentation baisser dans la plupart des salles. Vidy n'est pas la première institution en Suisse romande à tenter de supprimer l'obstacle de l'argent. A Genève, le Théâtre du Grütli propose depuis l'automne 2020 le spectacle à prix libre, quel que soit le jour. Dans le même canton, la Comédie pratique une fois par mois le samedi à prix libre. Des veinards ont pu assister à *La Cerisaie* montée par Tiago Rodrigues avec Isabelle Huppert pour 5 francs.

«Une institution comme la nôtre est subventionnée et la billetterie est marginale dans notre budget, argumente Barbara Giongo, codirectrice du Grütli avec Nataly Sugnaux Hernandez. Or, pour un certain nombre de gens, la sortie culturelle est un luxe qu'ils ne peuvent s'offrir. Le prix libre favorise la solidarité entre ceux qui peuvent payer plus et ceux pour qui 5 francs est déjà une somme. La crise du covid a révélé la précarité de notre société.»

**Se sentir à sa place**

L'approche est généreuse, mais quels sont ses fruits? Y a-t-il plus de monde dans les salles? «C'est difficile de tirer des conclusions, avoue Barbara Giongo. Le covid a chamboulé les habitudes et découragé des vocations. Seule certitude, le public est plus mélangé, mais cela tient aussi à l'éclectisme de notre programmation.»

A la Comédie, le constat est le même. «Nous avons décidé, Natacha Koutchoumov et moi, dès notre entrée en fonction, de faire du samedi le jour du prix libre, raconte Denis Maillefer. La fréquentation est souvent plus faible ce jour-là. C'était notre façon de contrecarrer le phénomène. Force aujourd'hui est de constater qu'un spectacle qui marche moyennement en semaine ne marche pas mieux le samedi. Le taux de remplissage du samedi est identique à celui des autres jours.»

«Ce n'est plus le théâtre qui impose son prix, mais le spectateur qui choisit en fonction de ses moyens»

Vincent Baudriller, directeur du Théâtre de Vidy

Décevant? C'est que le prix ne fait pas tout, de loin pas, comme le souligne le Lausannois Olivier Moeschler, sociologue des pratiques culturelles (lire ci-dessous). La sortie est un tout, explique-t-il, le spectateur doit se sentir à sa place. C'est ce qu'ont bien compris les institutions qui consacrent une part de leurs budgets à ce qu'on appelle la médiation. «A la Comédie, l'équipe du Pont des arts a développé un programme qui vise toutes les catégories de la population, confirme Denis Maillefer. Cette saison, 15 000 personnes ont participé à des ateliers de tous ordres, dont l'objectif ultime est de rendre naturelle la venue au théâtre.»

Tous les théâtres ne pourraient de toute façon pas casser le prix du ticket. A Vidy comme à la Comédie, la billetterie compte certes dans le budget, mais bien moins que dans d'autres lieux. Robert Bouvier, le directeur du Théâtre du Passage à Neuchâtel, doit faire un million de recettes par saison, sur un budget qui avoisine les 4 millions.

«Nous sommes principalement un théâtre d'accueil, souligne le comédien neuchâtelois. Quand nous payons une représentation 20 000 francs, nous devons vendre pour 20 000 francs de billets. Notre grande salle est de 500 sièges. Le calcul est vite fait: le prix moyen oscillera entre 35 et 40 francs. La saison prochaine, nous recevons *L'Avare* avec Michel Boujenah. La production coûte 36 000 euros la soirée, ce qui nous oblige à fixer le prix du ticket à 60 francs, 50 francs en tarif réduit. C'est un crève-cœur parce que nous ne pouvons pas accueillir de scolaires.»

Centre de création rayonnant, le Théâtre de Carouge se refuse lui aussi à pratiquer le prix libre, pour des raisons économiques et philosophiques. «Chez nous, les spectacles à l'affiche se jouent entre trois et cinq semaines, souligne son directeur, Jean Liermier. Chacune de ces productions représente un investissement considérable. La subvention que nous recevons permet de proposer un billet au prix de 22 francs en moyenne. Sans aide publique, le fauteuil coûterait 165 francs! Nous utilisons le soutien du canton et de la ville de Carouge pour rendre accessible le théâtre. Et parallèlement, nous faisons un travail auprès des associations pour toucher d'autres publics.»

**La valeur du travail**

Dire que la formule fonctionnelle est un euphémisme. Depuis l'inauguration de sa nouvelle nef en janvier, l'institution affiche complet tous les soirs: 43 378 spectatrices et spectateurs ont rempli à ras bord les deux salles pour un taux de fréquentation de 100,4%. Pour quoi dès lors changer de méthode? Au Théâtre du Jura à Delémont, Robert Sandoz obéit à la même doctrine. «Pour cette première saison, nous avons misé sur l'abonnement à l'ancienne, pour que les gens s'approprient les lieux, qu'ils comprennent que c'est leur maison.»

Le tarif recommandé et le prix libre ne paraissent pas près de se généraliser. «Le travail artistique a une valeur, rappelle Jean Liermier. Le prix libre pourrait accrédiéter l'idée qu'il n'en a pas.» Barbara Giongo, très attachée elle aussi à la valeur de l'art vivant, estime que personne ne doit en être privé à cause de sa situation financière.

A ce stade, une conclusion s'impose: baisser le prix du ticket ne remplit pas automatiquement les salles. C'est un argument dans une panoplie d'initiatives qui doit être beaucoup plus large. Face à la concurrence des séries, des jeux vidéo, du cinéma, de la scène privée, le théâtre subventionné joue sa carte. Ouvrir les salles à tous les revenus est une obsession partagée, en Suisse romande comme en France, depuis Firmin Gémier et son «théâtre national populaire» dans les années 1920. La question du tarif est ancienne et elle a de l'avenir. ■

PUBLICITÉ

**SCHULER**  
**AUKTIONEN**

Vente aux enchères

**Journées d'expertise gratuite**  
objets d'art · tableaux · bijoux · argenterie · arts d'Asie

Genève Vevey  
30 juin 2022 1er juillet 2022  
Tiffany Hotel Hôtel des Trois Couronnes

de 10h à 17h, sur rendez-vous uniquement

022 321 68 67 | delessert.caroline@schulerauktionen.ch  
65 rue des Bains, 1205 Genève | www.schulerauktionen.ch

## Olivier Moeschler: «Choisir le prix peut être un obstacle supplémentaire»

L'argent freine-t-il nos envies de sortie? Une bourse plate empêche-t-elle d'aller au cinéma, au spectacle? Oui, à l'évidence. Mais d'autres facteurs pèsent, souligne Olivier Moeschler, sociologue de la culture à l'Université de Lausanne.

**Baisser le prix du ticket d'entrée permet-il d'augmenter le public dans les salles?**

L'argent est un obstacle mais jusqu'à un certain point seulement. Dans une enquête conduite à Lausanne et dans son agglomération, 37% des personnes interrogées mettaient en avant le prix comme une entrave à la fréquentation des lieux culturels, devant le manque de temps (29%) mais aussi l'impression de ne pas en faire partie (22%). Je dirais donc qu'un prix bas peut être une condition nécessaire à l'accessibilité des salles pour certains, mais pas suffisante.

**Existe-t-il des obstacles plus importants que le prix?**

Pierre Bourdieu a beaucoup insisté sur la maîtrise des codes, à la fois esthétiques et sociaux. Dans un lieu qui nous est peu familier, on se pose la question de sa place. Est-ce que je suis vraiment à ma place? Cette inquiétude est un

obstacle plus diffus que l'argent, mais réel. Si vous proposez un prix libre pour un spectacle, ou un prix recommandé, vous allez satisfaire une catégorie de la population qui est déjà potentiellement acquise, les étudiants notamment. Mais pour la plupart des gens, devoir choisir ce qu'on serait prêt à mettre peut être un obstacle supplémentaire.

**Pourquoi?**

Si vous êtes néophyte ou peu averti, il est très difficile, voire impossible, d'évaluer le prix d'une représentation. Quand on connaît mal un champ esthétique, on a besoin d'étiquettes: «pièce engagée», «pièce de boulevard», «pièce classique revisitée», etc. Or ces informations font la plupart du temps défaut. Et surtout, une sortie au théâtre n'est pas une transaction économique, c'est un transfert de sens.

**Comment faire alors pour augmenter le public des salles?**

Cela suppose de créer une nouvelle culture de la sortie, qui implique la mise à disposition de transports publics, des horaires adaptés à la vie des gens, des explications ajustées... La plupart des institutions font déjà ce travail, elles

ont raison, c'est par là que la démocratisation de la culture passe. Il faut être plus pédagogique aussi. Regardez les campagnes d'affiches de certains théâtres: elles sont belles et parfois décalées, mais elles s'adressent à la communauté des initiés, pas au public lambda. C'est un vrai casse-tête, car en même temps la culture, c'est par définition le dépaysement, le déplacement du regard.

**Certains professionnels estiment que le prix libre dévalorise le travail artistique. Ce danger existe-t-il?**

D'une certaine manière, la valeur de la culture, c'est qu'elle ne sert à rien. C'est un loisir, un luxe mais au sens positif du terme. Et la culture est de l'ordre du symbolique. Tout cela peut créer des malentendus... Ceux qui la produisent font un travail, qui engage des techniques et un savoir-faire en réalité très complexes. Le prix libre ou la gratuité pour un spectacle est une forme de déni de ce travail. Alors bien sûr, il peut se justifier par la subvention. Mais les artistes comme le public sont censés conserver une indépendance et un esprit critique vis-à-vis du pouvoir. L'assentiment du public, qui passe par la billetterie, me semble important. ■ **A. Df**